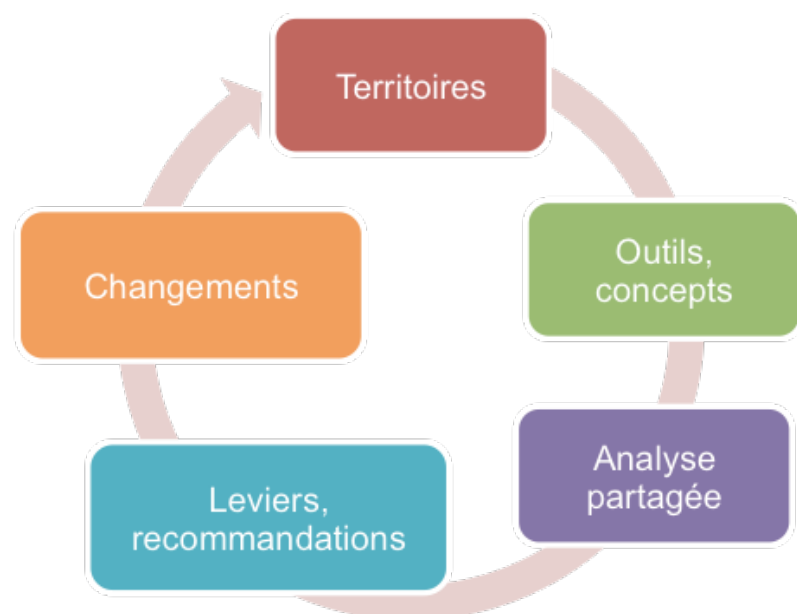


Elaborer des recommandations stratégiques à partir d'une analyse et d'une connaissance fine des problématiques

Le travail d'élaboration de recommandations stratégiques pour plus d'égalité sociale a culminé avec l'organisation d'une journée à l'Institut Cardijn à Louvain-la-Neuve en novembre 2016. Ce travail a été structuré autour des pistes des chercheurs rencontrés au fil des années (Wilkinson et Pickett, Askenazy, Dubet...) et à partir des questions soulevées lors de l'analyse partagée du territoire. Représentants de la société civile, enseignants, travailleurs sociaux, « experts » des sujets abordés, échevins et citoyens... une septantaine de personnes ont travaillé à élaborer des recommandations en atelier autour de différentes thématiques² :

- **Un atelier concernant la réduction des écarts de revenus** : prendre en compte la charge effective et la pénibilité du travail dans la fixation des salaires.
- **Trois ateliers concernant l'égalité d'accès aux ressources** : rendre plus accessibles les services aux publics. Maîtriser le coût de l'immobilier pour favoriser l'accès au logement, rencontrer les besoins des publics.
- **Et trois ateliers concernant la coopération et les modes d'intervention des professionnels** : privilégier la coopération dans un cadre égalitaire, parler des inégalités sociales sans stigmatiser, développer le pouvoir d'agir.



² Le compte-rendu de la rencontre du 17 novembre 2016 reprend l'ensemble des recommandations et est disponible en ligne sur www.oln.be/iss



Fiche 7

Amorcer des changements structurels à partir d'une analyse partagée du territoire

Plusieurs rencontres organisées depuis 2012 ont permis aux personnes qui y ont participé d'acquérir des outils d'analyses pour développer une analyse partagée du territoire et élaborer des recommandations stratégiques pour plus d'égalité sociale. La collaboration avec les membres du Réseau Egalité né dans la foulée de la conférence de Richard Wilkinson à Namur en 2014 a permis de nourrir cette démarche.

Elaborer une analyse partagée du territoire

Au début des actions de réduction des inégalités sociales de santé à Ottignies-Louvain-la-Neuve en 2012, un processus mêlant appropriation d'outils analytiques et conceptuels, analyse partagée du territoire et élaboration de réponses stratégiques a été initié avec l'organisation de moments de formation, de conférences et de journées d'étude. Ces moments de travail ont rassemblé entre 10 et 200 personnes selon le contenu et le public visé : professionnels impliqués de près ou de loin dans la démarche de diagnostic et d'actions de réduction des inégalités sociales de santé, élus, directeurs d'école, responsables associatifs, citoyens, étudiants des écoles supérieures (instituteurs, assistants sociaux et infirmiers).

Dans un premier temps, les moments de formation ont visé à **acquérir des concepts relatifs aux inégalités sociales en santé** : gradient social de santé, taux de morbidité et structure inégalitaire, distribution inéquitable des déterminants en santé... (voir fiche n° 1). Ensuite les rencontres ont visé à permettre aux participants de **s'approprier des outils analytiques**. La collaboration avec le Réseau Egalité a ainsi permis à plusieurs partenaires locaux de participer à des rencontres et des conférences à Louvain-la-Neuve, Namur ou Charleroi autour des approches socio-économiques, théorie de l'identité sociale, des modèles de justice sociale, ... (voir encart à la page suivante).

Les ressources analytiques d'un réseau



Le Réseau Egalité a été créé dans la foulée de la conférence de Richard Wilkinson à Namur en 2014. Depuis cette date, certains professionnels d'Ottignies-Louvain-la-Neuve y ont participé activement. Les rencontres saisonnières ont permis de **nourrir les analyses et les réflexions**. Au cours des cinq années les rencontres du Réseau ont en effet donné l'occasion de prendre connaissance de travaux de nombreux universitaires qui poursuivent une démarche de recherche autour de questions liées aux inégalités sociales.

En 2016, Ginette Herman, professeur de psychologie sociale, nous a expliqué les théories de l'identité sociale : pour avoir le sentiment que je vauds quelque chose, je me compare aux autres, et si l'autre est moins bien que moi ça me valorise ; le regard des groupes dominants sur les groupes dominés stigmatise. Philippe Defeyt, économiste, nous a rappelé que ce sont les personnes qui disposent de plus de revenus qui bénéficient le plus des services collectifs et que l'augmentation des inégalités de revenus freine la croissance... Et il a insisté sur la nécessité de prendre connaissance des réalités avant de prendre des décisions politiques.

En 2017, Pierre Reman, économiste, indiquait que les inégalités de revenus avant redistribution ont fortement augmenté mais que l'impôt et les transferts sociaux atténuent la croissance des inégalités. Et il invitait à penser le social aussi comme un investissement. Edouard Delruelle, philosophe, nous a parlé de la surculturalisation des questions de citoyenneté qui ne seraient plus posées en termes de classes sociales et d'inégalités mais en terme d'identité et de vivre ensemble.

En 2018, Abraham Franssen, sociologue, nous a rappelé qu'on est tous rusés, qu'on a tous des stratégies plus ou moins cachées et que l'enjeu devant lequel se trouvent les acteurs aujourd'hui serait de réinventer la notion d'égalité. François Dubet, sociologue, nous a décrit les deux modèles de justice sociale qui fondent les politiques et les pratiques : le modèle de l'égalité des chances qui vise à lutter contre les discriminations qui font obstacle à la réalisation du mérite, et le modèle de l'égalité des places qui cherche à réduire les inégalités qui sont associées aux positions sociales.

des acteurs sociaux et le système de concertation sociale à la belge garantissent un maintien d'une redistribution des revenus qui fluctue néanmoins selon les contextes économiques et les majorités politiques en place.

Le second levier évoqué par Wilkinson et Pickett est la **réduction des écarts de revenus**. Pour en discuter, nous avons invité l'économiste français Philippe Askenazy pour qui les inégalités primaires – avant redistribution par l'impôt – ne sont pas naturelles et ne reflètent pas la productivité de chacun. Il

Une analyse partagée du territoire a été entamée à partir des entretiens réalisés avec les groupes d'habitants et avec les familles : « *manquer d'argent oblige à tout mesurer et suscite un sentiment d'impuissance* », « *importance de ne pas rester enfermé chez soi* »,... (voir fiche n°4), et à partir d'une série d'éléments statistiques : Ottignies-Louvain-la-Neuve est parmi les communes les plus inégalitaires de Wallonie, certains quartiers sont habités par une majorité de personnes disposant de très faibles revenus... (voir fiche n°3).

Identifier des leviers de réduction des inégalités sociales

Richard Wilkinson et Kate Pickett affirment que « la meilleure manière de réagir face aux maux causés par une forte inégalité consisterait à réduire l'inégalité elle-même ». Nous avons intégré ce constat au départ de notre projet: l'objectif de réduction des inégalités sociales s'est ainsi déployé au sein d'un chantier visant à agir à partir de différents leviers (voir fiche n°1).

Wilkinson et Pickett rappellent les deux leviers fondamentaux qui permettent de réduire les inégalités. Le premier est la **redistribution des revenus** par l'impôt ou les cotisations. C'est ce système de redistribution des revenus qui permet ainsi à la Belgique d'être beaucoup moins inégalitaire que les Etats-Unis par exemple. La mobilisation

relève qu'aujourd'hui les salaires des travailleuses et des travailleurs moins qualifiés stagnent alors que les salaires des professions supérieures augmentent. Pourtant, les travailleuses et travailleurs moins qualifiés font face à des exigences de productivité plus importantes tout en ayant moins d'autonomie dans l'organisation de leur travail. Pour Philippe Askenazy, il s'agit de refuser « *l'idée d'une inégalité primaire naturelle qui nous conduit à accepter une forme de violence sociale en ravalant toute une partie de la population à la catégorie d'assistés* ».

En lien avec les inégalités de revenus, il nous a semblé opportun d'investir la question de l'**égalité d'accès aux ressources** (logement, enseignement, services sociaux, culture, sport...). Si le marché de l'emploi et le système de sécurité sociale garantissent un revenu minimum à la plupart, il n'en reste pas moins que la faiblesse des revenus et la situation socioéconomique des personnes sont des freins importants à l'accès aux ressources. La manière dont ces ressources sont gérées et rendues accessibles a donc un impact non négligeable sur les inégalités sociales.

Un levier également suggéré par Wilkinson et Pickett vise à **privilégier la coopération** dans un cadre égalitaire dans les organisations professionnelles ou associatives, dans les lieux d'apprentissage... En lien avec la valorisation des modes de coopération égalitaire et la menace d'évaluation sociale négative, il nous a semblé nécessaire de travailler également la question de la recherche de relations plus égalitaires **au cœur des pratiques et des modes d'intervention des professionnels** de l'aide et du soin. Et ceci d'autant que le diagnostic et les actions menés sur le terrain nous montraient l'impact que peuvent avoir les relations entre professionnels et usagers sur le bien-être et la santé de ces derniers (voir fiche n°5/1).



¹ Wilkinson R., Pickett K. (2013), *Pourquoi l'égalité est meilleure pour tous*, Paris : Les petits Matins, Institut Veblen pour les réformes économiques – Etopia.